

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 5 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFM Recyclage

34 rue du Manoir de Sévigné
35000 Rennes

Références : UD/2024-68
Code AIOT : 0005501491

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2023 dans l'établissement AFM Recyclage implanté 34 rue du Manoir de Servigné CS 13905 35000 Rennes. L'inspection a été annoncée le 08/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM Recyclage
- 34 rue du Manoir de Servigné CS 13905 35000 Rennes
- Code AIOT : 0005501491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exerce une activité de valorisation des déchets métalliques par broyage ou cisailage. Une activité de gestion des véhicules hors d'usages (VHU) est également réalisée sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité
- autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 23/11/2015, article 2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	analyses eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 8.2.1.	Sans objet
2	analyses eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 4.3.11.	Sans objet
3	rejets atmosphériques du broyeur	Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 8.2.2.	Sans objet
4	émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 6.2.1.	Sans objet
5	émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 6.2.2.	Sans objet
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
7	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
9	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
10	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été mise en évidence sur l'autosurveillance des émissions du site (rejets eau, rejet air et émissions sonores).

La traçabilité des déchets est bien réalisée malgré une difficulté informatique liée à une cyber attaque.

Le site réalise le broyage de chauffe-eaux sans mesures spécifiques vis-a-vis des gaz à effets de serre contenus dans les mousses isolantes des chauffe-eaux. L'exploitant doit se positionner sur les mesures à mettre en œuvre pour prendre en compte le relargage des gaz à effet de serre lors du broyage des chauffe-eaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : analyses eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 8.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, analyses eaux pluviales
Prescription contrôlée : Avant rejet dans le milieu récepteur, les eaux pluviales collectées dans les réseaux décrits à l'article 4-3-5 font l'objet d'un contrôle annuel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.11 à l'exception des PCB et des métaux qui font l'objet d'un contrôle de concentration et de débit journalier au moins tous les 3 ans. Les résultats seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant procède à des analyses trimestrielles. Une partie des paramètres est mesurée uniquement de façon annuelle. Les mesures trimestrielles sont restreintes en termes de paramètres contrôlés. L'exploitant a indiqué compléter régulièrement l'application GIDAF pour transmettre les résultats de surveillance des rejets réalisée. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des eaux en date du 27/07/2023. Le remplissage effectif de GIDAF été contrôlé post inspection. Le rapport de juillet a fait l'objet d'un enregistrement dans GIDAF. Le dernier rapport de contrôle (analyses du mois d'octobre) n'avait pas été reçu le jour de l'inspection. Ce rapport n'a pas été enregistré dans GIDAF au moment de la rédaction du présent rapport. L'exploitant a par ailleurs fait part de difficultés techniques d'utilisation des outils numériques en fin d'année (mail, registres, utilisation du réseau...) du fait d'une cyber attaque mi novembre rendant compliqué l'accès à certains documents et à certaines fonctions. > L'inspection appelle la vigilance de l'exploitant sur le remplissage régulier de GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : analyses eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 4.3.11.

Thème(s) : Risques chroniques, analyses eaux pluviales

Prescription contrôlée :

4.3.11 VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES

Paramètre	Valeurs limites d'émission
Température	< 30° C
pH	compris entre 5,5 et 8,5
Hydrocarbures	10 mg/l
DCO	125 mg/l
MES	35 mg/l
PCB	0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Somme des métaux	15 mg/l si le flux est supérieur à 10 g/j

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport relatif à la surveillance des eaux rejetées en date du 27/07/23. Les résultats étaient conformes sur l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : rejets atmosphériques du broyeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 8.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques du broyeur

Prescription contrôlée :

PARAMETRES	FLUX HORAIRE MAXI	CONCENTRATION
Poussières	5 kg/h	40 mg/m ³
Cd+Hg+Ti	10 g/h	0,1 mg/m ³
As+Se+Te	100 g/h	1 mg/m ³
Pb	100 g/h	1 mg/m ³
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	500 g/h	5 mg/m ³
Amiante	10 g/h	0,1 mg/m ³

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites suivantes avant rejet :
Au moins une fois par an, des mesures de concentration des poussières et métaux ci-dessus référencés sont effectuées sur les rejets à l'atmosphère de l'installation de broyage par un organisme habilité et transmises à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier résultat d'analyse réalisé par l'APAVE concernant la mesure annuelle réalisée le 6 mars 2023. L'ensemble des paramètres a fait l'objet d'une mesure. Tous les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 6.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, émissions sonores émergence

Prescription contrôlée :

6.2.1 VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Niveau de bruit ambiant existant dans Les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

Une mesure acoustique a été réalisée le 12 mai 2022. Une seule zone à émergence réglementée est située à proximité du site. Il s'agit d'un hôtel. Une mesure a été réalisée en limite de propriété du site. Les valeurs mesurées sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2011, article 6.2.2.		
Thème(s) : Risques chroniques, émissions sonores limite propriété		
Prescription contrôlée :		
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)
Constats :		
La mesure en limite de site a été réalisée le même jour que la mesure en zone réglementée le 12 mai 2022. 4 mesures ont été réalisées pour couvrir les 4 côtés du site. Tous les résultats de mesure sont conformes.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant indique utiliser Trackdéchets depuis 2022. En raison de la cyber attaque du groupe, les ordinateurs et le réseau ne peuvent être utilisés par les employés depuis la mi novembre. Les bordereaux Trackdéchets sont émis via les téléphones portables dans l'attente du retour à la normale du fonctionnement informatique. Le site procède à du transit de batteries. Les batteries en provenance de professionnels font l'objet de bordereaux dématérialisés dans Trackdéchets. Les batteries sont envoyées pour la plupart sur le site de Derichbourg Espagne et font l'objet d'une notification via l'outil GISTRID.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien procédé à la déclaration GEREP début 2023 pour les données 2022 comme prévu par la réglementation. Les déclarations des années passées ont bien été déclarées également.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : gaz à effet de serre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prévention gaz à effet de serre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous :</p> <p>-tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ;</p> <p>-équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;</p> <p>-lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue du broyage de chauffe-eaux. Les chauffe-eaux contiennent une mousse isolante qui dégage des gaz à effet de serre lors de sa destruction. Il existe des installations spécifiques pour traiter ce type de déchets et récupérer les gaz dégagés lors du broyage.</p> <p>> L'exploitant doit indiquer dans le délai de trois mois, les solutions qu'il compte mettre en œuvre pour traiter ces équipements conformément à la réglementation afin d'éviter le relargage de gaz à effet de serre à l'atmosphère. L'exploitant devra mettre en œuvre la solution retenue avant la fin de l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 9 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, registre des déchets entrant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant étant victime d'une cyber attaque, les outils informatiques étaient bloqués le jour de l'inspection. L'exploitant a présenté la méthode mise en place le temps que les accès informatiques soient rétablis.</p> <p>Les entrées et les sorties sont enregistrées sur des fiches papier dans lesquelles les informations concernant la date d'entrée du déchet, l'émetteur du déchet, la quantité de déchets, la dénomination du déchet sont notées. L'exploitant a indiqué que ces fiches seront rentrées manuellement dans la base de données une fois les accès rétablis. L'exploitant a démontré que les informations recueillies dans les fiches étaient suffisantes pour pouvoir établir le registre d'entrée des déchets de façon conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, registre des déchets sortant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
<p>Constats :</p> <p>De la même façon que le suivi par fiches des déchets entrant non dangereux, une fiche est remplie à chaque sortie de déchets non dangereux du site. Cette fiche fera une fois les accès informatiques rétablis l'objet d'un enregistrement informatique. Les données enregistrées sur la fiche permettent de compléter le registre des déchets sortants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite